

Bureau Veritas Exploitation SAS

HEROUVILLE ST CLAIR
Immeuble Ambassadeur
4 place de Boston
14200 HEROUVILLE-ST-CLAIR France
Téléphone : 02 31 94 55 55
Mail : aurelien.val@fr.bureauveritas.com

A l'attention de CHARATRE PHILIPPE

ETS PUBLIC DE SANTE MENTALE DE
15 T RUE SAINT OUEN
BP 223
14012 CAEN CEDEX

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante

(Articles R 1334-17, R 1334-18 et R 1334-29-5 du Code de la Santé Publique, Norme NF X 46-020)



Intervention du 21/08/2017 au 25/08/2017

Coordonnées du site :

Nom du site : ETS PUBLIC DE SANTE MENTALE DE

Latitude :

Longitude :

Lieu d'intervention : BOURNEVILLE

15 T RUE SAINT OUEN

BP 223

14012 CAEN CEDEX

Numéro d'affaire : 7058948

Référence du rapport : 7058948/S2.2.21.R

Rédigé le : 02/11/2017

Par : Aurélien VAL

Date de la commande : 21/08/2017

Périmètre de repérage : Voir §6.1

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par AFNOR Certification 11, rue Francis de Pressensé - 93571 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX - Certificat n° ODI/AM/07032599 délivré le 30/06/2017 et valable jusqu'au 29/06/2022. Ce document a été validé par son auteur.

Ce rapport contient 22 pages y compris les annexes.

Signature :

SOMMAIRE

1 CONCLUSIONS.....	3
1.1 Recommandations pour les matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante.....	3
1.2 Obligations de communication.....	3
1.3 Obligations à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.....	3
2 IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES ET INTERVENANTS.....	4
2.1 Parties prenantes.....	4
2.2 Opérateur(s) de repérage.....	4
2.3 Laboratoire(s).....	4
3 DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE.....	5
3.1 Textes Réglementaires.....	5
3.2 Méthodologie de la mission.....	5
3.3 Limites de la mission.....	6
4 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	8
4.1 Informations relatives au bâtiment.....	8
4.2 Conditions spécifiques du repérage.....	8
5 RESULTATS DU REPERAGE.....	9
5.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante.....	9
5.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante.....	9
5.3 Matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique ne contenant pas d'amiante.....	10
6 ANNEXES.....	11
6.1 Parties d'immeuble visitées.....	11
6.2 Planche(s) de repérage.....	13
6.3 Descriptif des parties d'immeuble visitées.....	15
6.4 Grille d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B.....	16
6.5 Attestation et certificat.....	17
6.6 Rapport d'analyses du laboratoire.....	19

1 CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits des listes A et/ou B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique contenant de l'amiante.

	Liste A	Liste B
Matériaux repérés contenant de l'amiante	NON	OUI

Pour la liste des matériaux et produits contenant de l'amiante, se reporter au §5

1.1 Recommandations pour les matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante

Des matériaux ou produits de la liste B contenant des fibres d'amiante ont été repérés.

Une évaluation de l'état de conservation de ces matériaux a été réalisée. Cette évaluation a abouti aux recommandations suivantes :

Pour les zones homogènes ayant obtenu la recommandation « évaluation périodique (EP) »

le(s) matériau(x) ou produit(s) concerné(s) contenant de l'amiante et l'étendue des dégradations qu'il(s) présente(nt) et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le(s) matériau(x) ou produit(s). Cette évaluation périodique consiste à :

- a) contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

1.2 Obligations de communication

Dans tous les cas, et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

1.3 Obligations à l'issue des travaux de retrait ou de confinement

Matériaux de la liste B :

Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel des surfaces traitées et à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à 5 fibres/litre.

2 IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES ET INTERVENANTS

2.1 Parties prenantes

Partie prenante	Société	Adresse	Coordonnées
Commanditaire du repérage	ETS PUBLIC DE SANTE MENTALE DE PHILIPPE CHARATRE	15 T RUE SAINT OUEN BP 223 14012 CAEN CEDEX	02.31.30.80.13 0231790296 philippe.charatre@epsm-caen.fr
Propriétaire	ETS PUBLIC DE SANTE MENTALE DE PHILIPPE CHARATRE	15 T RUE SAINT OUEN BP 223 14012 CAEN CEDEX	02.31.30.80.13 0231790296 philippe.charatre@epsm-caen.fr
Accompagnateur	EPSM M. CAUMONT		

2.2 Opérateur(s) de repérage

Société	Nom	Organisme de certification	N° de certification*	Date d'obtention de la certification	Date de validité de la certification
BUREAU VERITAS 790 184 675 01126	VAL	AFNOR Certification	ODI/AM/0703259 9	30/06/2017	29/06/2022

2.3 Laboratoire(s)

Société	N° d'accréditation Cofrac	Adresse	Coordonnées
Eurofins Analyses pour le Bâtiment Nord	1- 1593	557, route de Noyelles P.A. du Pommier CS 20013 62110 HENIN-BEAUMONT France	+33 3 21 08 80 20

3 DESCRIPTION DE LA MISSION DE REPERAGE

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, en vue de la constitution du Dossier Technique Amiante.

3.1 Textes Réglementaires

- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9 selon le Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 12 décembre 2012 (modifié par l'arrêté du 26 juin 2013) relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 (modifié par l'arrêté du 26 juin 2013) relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».
- Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante.
- Norme NFX 46-020 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

3.2 Méthodologie de la mission

Lors de la première phase, l'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique accessibles sans travaux destructifs.

A cette fin, il examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti. Il détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes. Les zones présentant des similitudes d'ouvrage permettent d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements pour analyse.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels qui doivent être justifiés par l'opérateur, certaines parties de l'immeuble bâti ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs.

Lors de la deuxième phase, en prenant en compte les zones présentant des similitudes d'ouvrage, l'opérateur de repérage identifie et localise parmi les matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique ceux qui contiennent de l'amiante.

Matériaux et produits de la liste A :

Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

Composant à sonder ou à vérifier
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Matériaux et produits de la liste B :

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiseries, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux de cloisons.

2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.	Enduites projetés, panneaux collés ou visés.
Planchers.	Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduites de fluides (air, eau, autres fluides ...).	Conduits, enveloppes de calorifuges.
Clapets / volets coupe-feu.	Clapets, volets, rebouchage.
Portes coupe-feu.	Joints (tresse, bandes).
Vide-ordures.	Conduits.
4. Éléments extérieurs	
Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
Bardages et façades légères.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibre-ciment).
Conduits en toiture et façades.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

A cette fin, il conclut quant à la présence d'amiante dans ces matériaux et produits, pour chacun des matériaux et produits repérés à l'issue de la première phase, en fonction des informations et des moyens dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés.

En cas de doute, il détermine les matériaux et produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou des échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante. Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur du matériau. L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés. Il transmet au laboratoire d'analyse une fiche d'accompagnement.

L'ensemble des prélèvements est réalisé dans le respect du mode opératoire.

Conformément aux dispositions de l'article R. 1334-24 du code de la santé publique, les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

L'opérateur conclut définitivement à l'absence ou à la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré.

Pour les matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : l'opérateur de repérage précise le critère (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante.

Pour les matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique : l'opérateur de repérage précise le critère (matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou l'absence d'amiante. Pour chacun des matériaux et produits repérés, en fonction de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. Dans ce cas, il précise dans sa conclusion que le critère qui lui a permis de conclure est son jugement personnel.

Lors de la troisième phase, l'opérateur de repérage évalue par zone homogène l'état de conservation de chaque matériau ou produit contenant de l'amiante.

3.3 Limites de la mission

La recherche des matériaux pouvant contenir de l'amiante (MPCA) des listes A et/ou B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique est réalisée sur les matériaux accessibles sans sondage destructif, avec prélèvements d'échantillons selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NF X46-020 et des arrêtés du 12 décembre 2012 modifiés.

Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment. Certains MPCA des listes A et/ou B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche conventionnelle : détermination de zones homogènes, fréquence de sondages à l'intérieur de celles-ci. Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA des listes A et/ou B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique puissent être mis en évidence ultérieurement lors d'opérations de travaux, de démolition ou de réhabilitation.

La mission porte exclusivement sur les parties de bâtiments et les locaux dont la liste est détaillée en annexe « Parties d'immeuble visitées ».

La présente mission ne doit pas être confondue avec celle qui incombe au maître de l'ouvrage en matière de repérage d'amiante avant travaux de démolition au titre de l'article R 1334-22 du Code de la Santé Publique et de l'arrêté correspondant du 26 juin 2013.

Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites de la présente mission.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante. Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté. L'intervention ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

Les résultats antérieurs, en matière de repérage d'amiante, communiqués dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires et normatifs.

4 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

4.1 Informations relatives au bâtiment

Bâtiment	Fonction principale	Classement (ERP)	Date du permis de construire ou année de construction	Année de réhabilitation ou description des modifications :
BOURNEVILLE	Etablissement sanitaire (hopitaux et cliniques)	Autre	non communiqué	non communiqué

4.2 Conditions spécifiques du repérage

Les éléments cités ci-dessous résument les conditions spécifiques dans lesquelles le repérage a été réalisé.

Absence de documents décrivant les ouvrages (plans, croquis)
Absence d'informations sur la date de délivrance du permis de construire
Absence d'informations décrivant les produits, matériaux et protections physiques mises en place
Absence de communication des anciens rapports de repérage

5 RESULTATS DU REPERAGE

5.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante

Il n'a pas été repéré de matériau et produit de la liste A contenant de l'amiante.

5.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante

Date d'intervention	Matériaux ou produits contenant de l'amiante						
	Matériau (Réf. Échantillon)	Description	Composant de la construction	P, D, SP ou SD ⁽²⁾ (Réf. plan)	Observations	Critère de décision	⁽¹⁾ Etat de conservation
<u>Légende :</u> (1) : Recommandations suite au résultat de l'état de conservation : EP Évaluation périodique , AC1 Action corrective de premier niveau, AC2 Action corrective de second niveau ; (2) : P pour Prélèvement, D pour Déclaré, SP pour Sondage à partir d'un prélèvement et SD pour Sondage à partir d'un Déclaré							
Bâtiment-Étage : BOURNEVILLE RDC > Machinerie d'ascenseur							
21/08/2017	Dalle de sol (BV3BI9871)	cassante, plastique beige	Revêtement de sol	P (AV3)	/	Résultat d'analyse	EP

5.3 Matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique ne contenant pas d'amiante

Date d'intervention	Matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante					
	Matériau (Ref. Échantillon)	Description	Composant de la construction	P, D, SP ou SD ⁽¹⁾ (Réf. plan)	Observations	Critère de décision
Légende : (1) : P pour Prélèvement, D pour Déclaré, SP pour Sondage à partir d'un prélèvement et SD pour Sondage à partir d'un Déclaré						
Bâtiment-Étage : BOURNEVILLE R-1 > Vide sanitaire						
21/08/2017	Enveloppe de calorifuge (BV3BI9870)	bitumineuse noir(e) + Calorifugeage	Conduit	P (AV2)	/	Résultat d'analyse
Bâtiment-Étage : BOURNEVILLE RDC > Circulation						
21/08/2017	Faux plafond	fibres minérales artificielles blanc(he) idem pour l'ensemble des faux-plafonds présents dans le bâtiment	Plafond	D (AV12)	/	Non amianté par marquage matériau

6 ANNEXES

6.1 Parties d'immeuble visitées

La présente liste présente les locaux et/ou zones inspectés par l'opérateur dans le cadre de la mission confiée à BUREAU VERITAS.

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à BUREAU VERITAS toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux ou zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

Localisation	Commentaires
RDC > Circulation	Présence de clapets coupe-feu non prélevé afin de ne pas détériorer sa fonction
RDC > Salon	/
RDC > Wc	/
RDC > Salle de visite	/
RDC > Salle de réunion	/
RDC > Wc 2	/
RDC > Bureau Cadre de santé	/
RDC > Bureau médical	/
RDC > Atelier occupationnel	/
RDC > Salle du personnel	/
RDC > Atelier Ergo	/
RDC > Salle de soins	/
RDC > Chambre de confinement	/
RDC > Local ménage	/
RDC > Wc 3	/
RDC > Chambres	/
RDC > Local électrique	Présence de colle noire au sol susceptible d'être amiantée
RDC > Salle de bains	/
RDC > Cage d'escalier	/
R+1 > Local draps/couvertures	/
R+1 > Chambres	/
R+1 > Vestiaires patients	/
R+1 > Vestiaires F	/
R+1 > Vestiaires H	/
R+1 > Salle de bains	/
R+1 > Wc/douches	/
R+1 > Local ménage	/

Localisation	Commentaires
R-1 > Vide sanitaire	/
EXTERIEUR > Façades	/
EXTERIEUR > Toiture	Toiture terrasse - étanchéité bitume + gravier
RDC > Machinerie d'ascenseur	/
RDC > Salle à manger	/
R+1 > Machinerie ascenseur	/

6.2 Planche(s) de repérage

4521/09.05

CHS DU PONT SA
PAVILLON BOURN
RUE CAPONIE
14000 CAEN

TERRASSE

PATIO

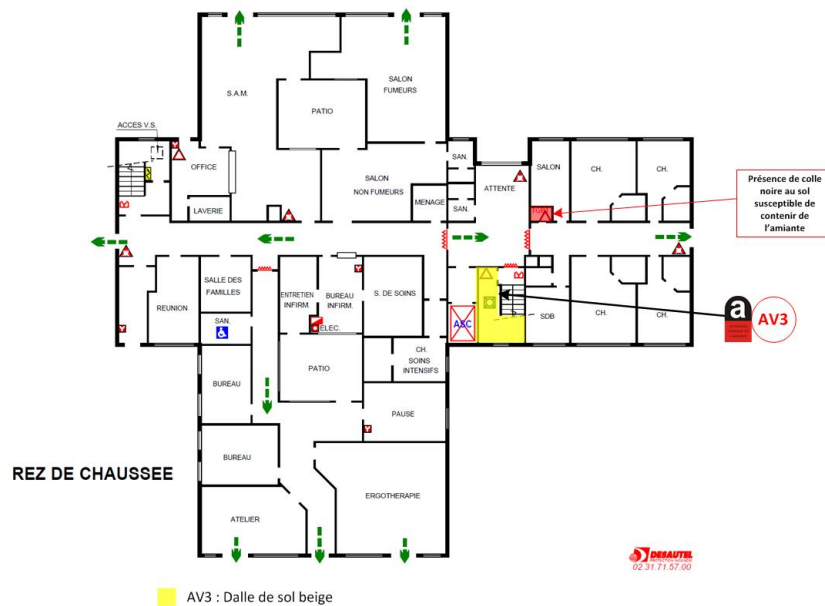
CH. CH. CH. CH. CH. VEST. LINGERIE CH. CH.

LINDE SAN. CH. CH. CH. CH. CH. SOB BUREAU BUREAU CH. CH.

TERRASSE

1 er ETAGE

1 er ETAGE



■ AV3 : Dalle de sol beige

Rapport n° : 7058948/S2.2.21.R
Date du rapport : 02/11/2017

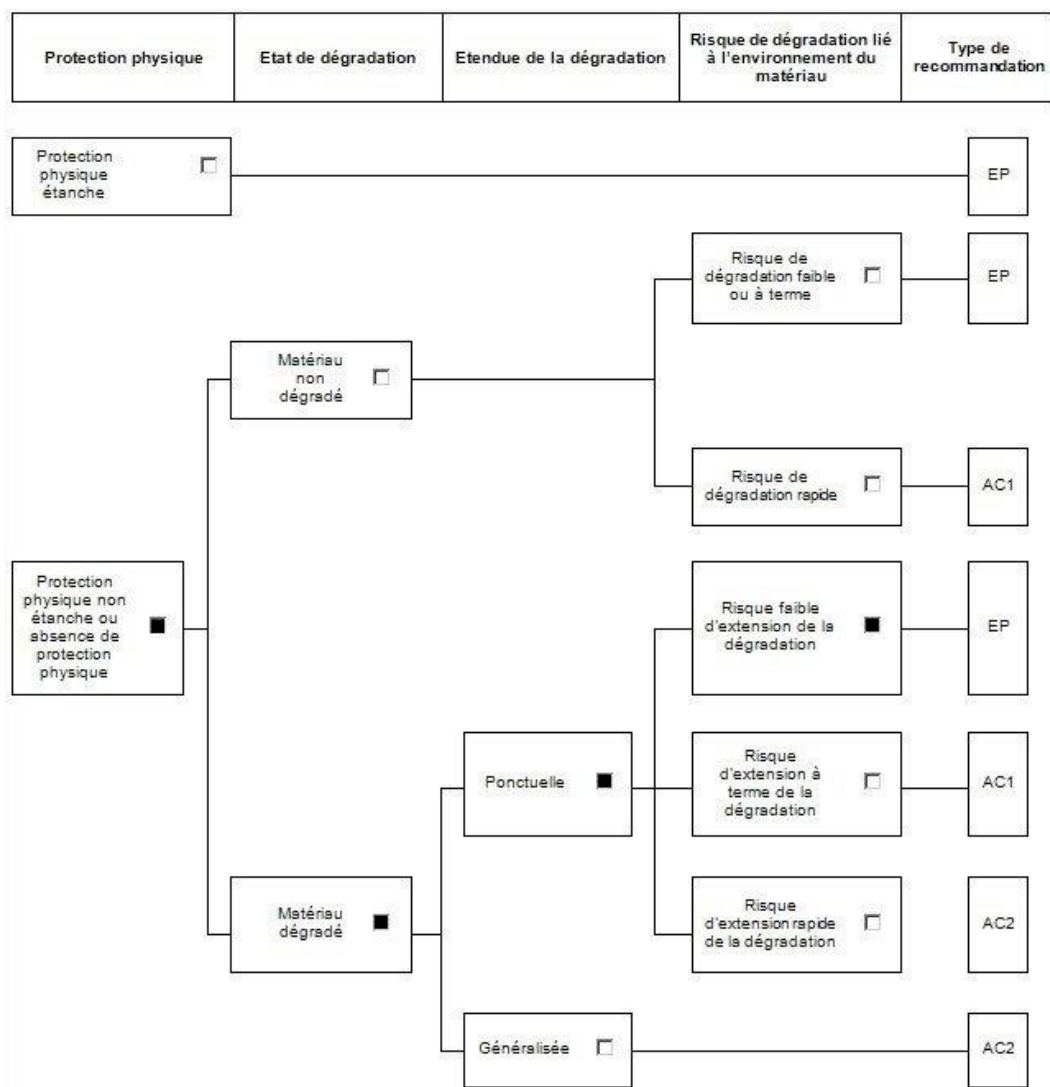
6.3 Descriptif des parties d'immeuble visitées

Localisation	Plancher	Mur	Plafond	Conduit
RDC > Circulation	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
RDC > Salon	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
RDC > Wc	Carrelage	Plâtre	Plâtre	PVC
RDC > Salle de visite	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
RDC > Salle de réunion	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
RDC > Wc 2	Carrelage	Plâtre	Plâtre	PVC
RDC > Bureau Cadre de santé		Plâtre	Plâtre	
RDC > Bureau médical	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
RDC > Atelier occupationnel	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
RDC > Salle du personnel	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
RDC > Atelier Ergo	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
RDC > Salle de soins	Carrelage	Plâtre	Plâtre	PVC
RDC > Chambre de confinement	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
RDC > Local ménage	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
RDC > Wc 3	Carrelage	Plâtre	Plâtre	PVC
RDC > Chambres	Carrelage	Plâtre	Plâtre	PVC
RDC > Local électrique		Plâtre	Plâtre	
RDC > Salle de bains	PVC	Plâtre	Plâtre	PVC
RDC > Cage d'escalier	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
R+1 > Local draps/couvertures	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
R+1 > Chambres	Carrelage	Plâtre	Plâtre	PVC
R+1 > Vestiaires patients	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
R+1 > Vestiaires F	Carrelage	Plâtre	Plâtre	PVC
R+1 > Vestiaires H	Carrelage	Plâtre	Plâtre	PVC
R+1 > Salle de bains	Carrelage	Plâtre	Plâtre	PVC
R+1 > Wc/douches	Carrelage	Plâtre	Plâtre	PVC
R+1 > Local ménage	Carrelage	Plâtre	Plâtre	
R-1 > Vide sanitaire	Terre	Béton	Béton	PVC/métal
EXTERIEUR > Façades		Ciment		Métal
EXTERIEUR > Toiture				Métal
RDC > Machinerie d'ascenseur	PVC	Plâtre	Plâtre	
RDC > Salle à manger	Carrelage	Plâtre	Plâtre	PVC

6.4 Grille d'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste B

Grille d'évaluation de l'état de conservation de Dalle de sol	
N° de dossier	7058948/S2/2
Date de l'évaluation	21/08/2017
Bâtiment	BOURNEVILLE
Local ou zone homogène	RDC > Machinerie d'ascenseur
Destination déclarée du local	MACHINERIE ASCENSEUR

Résultat de la grille d'évaluation du Dalle de sol	Conclusion : en fonction des résultats
Score EP	Evaluation périodique



6.5 Attestation et certificat

Attestation d'assurance :


ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

BUREAU VERITAS SERVICES France SAS
66 rue de Villiers
92300 LEVALLOIS-PERRET

a souscrit auprès de notre Compagnie, pour le compte de sa filiale :

Bureau Veritas Exploitation SAS
66 Rue de Villiers
92300 LEVALLOIS-PERRET

un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic amiante tels que :

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives)
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante
- Examen visuel après travaux de désamiantage
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction
- Diagnostic amiante sur équipements industriels
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés

Mais également analyses et/ou prélèvements d'échantillons, missions de recherche d'amiante, conseil en performance énergétique et/ou toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil découlant des missions de diagnostics ci-dessus et y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

MONTANTS DE GARANTIES

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), **par sinistre** **1 000 000 EUR**

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65 Rue de la Victoire
75009 Paris
Tel : +33(0)1 40 67 42 42
Fax : +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z
Siège social: An den Dominikanern 11-27
50668 Cologne
Allemagne

MSIG Insurance Europe AG
Succursale en France
65 Rue de la Victoire
75009 Paris
Tel : +33(0)1 40 67 42 42
Fax : +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z
Siège social: An den Dominikanern 11-27
50668 Cologne
Allemagne


RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE PENDANT ET/OU APRES PRESTATION :

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), **par année d'assurance** **1 000 000 EUR**

La présente attestation valable du 01/01/2017 au 31/12/2017 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Paris, le 4 janvier 2017

MSIG Insurance Europe AG
65, rue de la Victoire - 75009 Paris
Tel : 01 40 67 42 42 - Fax : 01 40 67 12 34
RCS Paris 753143882, APE 6512Z

Certificat :



CERTIFICAT AFNOR CERTIFICATION

Accréditation Cofrac n°4-0057 Certification de Personnes, portée disponible sur www.cofrac.fr et selon l'arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification

FRANCK LEBEUGLE
Directeur Général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Franck Lebeugle', is written over a stylized, abstract graphic element that resembles a compass rose or a stylized 'F'.

AFNOR CERTIFICATION
11 rue Francis de Pressensé
93571 La Plaine Saint-Denis Cedex
certification-personnes@afnor.org
+33 (0)1 41 62 80 00

6.6 Rapport d'analyses du laboratoire

BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Monsieur Aurélien VAL

Immeuble Ambassadeur

4 Place de Boston

BP 62

14200 HEROUVILLE ST CLAIR

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-17-HB-055683-01

Dossier N° : 17N024145

Référence Dossier :

1510797868/7058948/S2/2/1_7058948/2/3

Version du : 28/08/2017 10:47

Date de réception : 25/08/2017

Page 1/3

Date d'analyse : 25/08/2017

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	BV3BI9869 Réf. plan : AV1 RDC/ Machinerie d'ascenseur/Revêtement de sol - Dalle de sol - (plastique-cassante/beige)	Matériau semi-dur de type dalle de sol (beige)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
		Matériau de type colle bitumineux (noir)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile
002	BV3BI9870 Réf. plan : AV2 R-1/ Vide sanitaire/Conduit - Enveloppe de calorifuge - (bitumineuse/noir(e))+ Calorifugeage)	Matériau de type maillage de fibres et liant (bitumineux) (noir)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau fibreux de type isolant (beige) (foncé)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
003	BV3BI9871 Réf. plan : AV3 RDC/ Machinerie d'ascenseur/Revêtement de sol - Dalle de sol - (cassante-plastique/beige)	Matériau semi-dur de type dalle de sol (beige)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
		Matériau de type colle bitumineux (noir)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Nord SAS

557, route de Noyelles ,PA du Pommier

F-62110 HENIN BEAUMONT, FRANCE

Tél: +33 3 21 08 80 20 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb

S.A.S. au capital de 123 728 € RCS Douai SIRET 529 294 035 00033 TVA FR71 529 294 035 APE 7120B

ACCREDITATION
N° 1- 1593
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-17-HB-055683-01

Version du : 28/08/2017 10:47

Page 2/3

Dossier N° : 17N024145

Date de réception : 25/08/2017

Date d'analyse : 25/08/2017

Référence Dossier :

1510797868/7058948/S2/2/1_7058948/2/3

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
004	BV3BI9872 Réf. plan : AV4 RDC/ Sous-station/Conduit - Enveloppe de calorifuge - (toile-plâtreuse/blanc(he)/+ calorifugeage)	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau de type maillage de fibres et liant (blanc)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau semi-dur de type plâtre (blanc)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau fibreux de type isolant (jaune)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
005	BV3BI9873 Réf. plan : AV5 RDC/ Salle de conférence/Plafond - Faux plafond - (fibre minérale artificielle/blanc(he)-beige)	Matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau semi-dur fibreux de type faux-plafonds (beige)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
006	BV3BI9874 Réf. plan : AV6 RDC/ Local télécommunication/Revêtement de sol - Dalle de sol - (cassante-plastique/marron)	Matériau semi-dur de type dalle de sol (marron)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
		Matériau de type colle bitumineux (noir)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile
007	BV3BI9875 Réf. plan : AV7 R+2/ Sanitaires/Plafond - Faux plafond - (fibre minérale artificielle/blanc(he)-beige)	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur fibreux de type faux-plafonds (jaune) (foncé)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
008	BV3BI9876 Réf. plan : AV8 RDC/ Hall-entrée/Revêtement de sol - Dalle de sol - (plastique/bleu(e))	Matériau souple de type dalle de sol (gris) (foncé)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau de type colle (jaune) ; matériau semi-dur de type ragréage (gris)(i)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Nord SAS

557, route de Noyelles ,PA du Pommier

F-62110 HENIN BEAUMONT, FRANCE

Tél: +33 3 21 08 80 20 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb

S.A.S. au capital de 123 728 € RCS Douai SIRET 529 294 035 00033 TVA FR71 529 294 035 APE 7120B

ACCREDITATION

N° 1- 1593

Portée disponible sur

www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-17-HB-055683-01

Version du : 28/08/2017 10:47

Page 3/3

Dossier N° : 17N024145

Date de réception : 25/08/2017

Date d'analyse : 25/08/2017

Référence Dossier :

1510797868/7058948/S2/2/1_7058948/2/3

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
009	BV3BI9877 Réf. plan : AV9 R+2/ Partie désaffectée/Plafond - Faux plafond - (fibreuse/blanc(he)/zone des douches)	Matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau semi-dur fibreux de type faux-plafonds (beige)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
010	BV3BI9878 Réf. plan : AV10 RDC/ Local technique - hydrocureuse - Plaque - (composite/blanc(he)/d'échet de plaque au sol)	Matériau semi-dur (fibreux) (gris) (clair)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante de type chrysotile

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :Microscopie Optique à Lumière Polarisée (**MOLP**) réalisée selon la norme **HSG 248 - Appendice 2**Microscopie Electronique à Transmission (**MET**) réalisée selon les parties pertinentes de la norme **NFX 43-050**

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : Le laboratoire a validé sa limite de détection. Il garantit de donner un résultat positif pour les fibres recherchées si leur teneur dans l'échantillon est supérieure ou égale à 0.1% en masse.

Observation(s) couche(s)

- (i) La totalité de l'échantillon a été utilisée pour rendre le résultat. La quantité d'échantillon initiale n'était pas suffisante au regard de l'arrêté du 6 mars 2003, une contre-analyse sera impossible

Priscillia Delestrez
Chef de Service

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Nord SAS

557, route de Noyelles ,PA du Pommier
F-62110 HENIN BEAUMONT, FRANCE

Tél: +33 3 21 08 80 20 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/hdb

S.A.S. au capital de 123 728 € RCS Douai SIRET 529 294 035 00033 TVA FR71 529 294 035 APE 7120B

ACCREDITATION
N° 1- 1593
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

